

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
PRÉSIDENCE DU PARLEMENT
BENOIT DISPA



*Discours de la fête de la
Fédération Wallonie-Bruxelles*

Hôtel de Ville de Bruxelles, le 26 septembre 2026

Excellences,

**Mesdames, Messieurs, en vos titres, grades, qualités et
responsabilités,**

Chers invités, chers amis,

*« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous
sommes mortelles. » C'est ce qu'écrivait Paul Valéry, dans un
texte intitulé « La crise de l'esprit », au sortir de la Grande
Guerre. Un siècle plus tard, je m'interroge : « Nous autres,
démocraties, savons-nous que nous sommes mortelles ? »*

Pour un discours de fête, je reconnais que l'accroche est un peu
rude. Mais je voulais d'emblée capter votre attention.

Rassurez-vous, je n'en oublie pas pour autant les devoirs qui
m'incombent, dont celui, bien agréable, de remercier Madame la

1ère Echevine et l'ensemble du Collège communal de Bruxelles de nous accueillir comme chaque année en ces lieux prestigieux.

Je remercie également, avec une infinie reconnaissance, les agents du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, tous services confondus, non seulement pour l'ordonnancement de cette cérémonie, mais aussi et surtout pour la qualité de leur travail, tout au long de l'année. La vidéo que vous venez de voir n'illustre que très partiellement la diversité de leurs missions et le degré d'excellence qu'ils atteignent dans l'accomplissement de celles-ci.

Un merci spécial, enfin, à Anouk. Le Président du Parlement ne peut que dénoncer le tripatouillage électoral qui a valu à Anouk d'être éliminée de la Star Academy, aux portes des demi-finales, parce que les téléspectateurs belges ont été privés du droit de voter en sa faveur. Vous nous gratifiez, chère Anouk, de votre premier single, *Ta peau*. En retour, je vous promets de beaux succès, à l'instar d'Helena, dont nous avons lancé la carrière – on peut le dire – en la recevant ici même, il y a deux ans. La scène musicale de notre Fédération s'enrichit sans cesse de nouveaux talents et je m'en réjouis.

Mais j'en reviens, sans transition, à la question de la démocratie. Parce que c'est une question d'actualité.

En Allemagne, l'AfD vient d'engranger des résultats spectaculaires, confirmant la montée des extrêmes partout en Europe, en Italie, en France, au Royaume-Uni... L'extrême droite n'est plus aux portes du pouvoir, elle est entrée dans nos démocraties, s'insinuant dans les urnes et, pire encore, dans les esprits.

Sur le temps long, de la démocratie athénienne à la déclaration universelle des droits de l'homme, du siècle des Lumières au combat des suffragettes, la démocratie s'est façonnée au fil des siècles, par avancées successives, mais en passant aussi par des périodes de crise, de recul et de remise en question.

Dans une formule restée célèbre, Churchill la définissait, devant la Chambre des Communes,... - ça fait toujours sérieux, une citation de Churchill, c'est ce que nous a dit le Ministre-Président du Gouvernement wallon dans son discours aux fêtes de Wallonie. Alors, je suis son conseil -) Churchill définissait la démocratie comme « *la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres* ». Dans cette vision des choses, nous considérons la démocratie, malgré toutes ses imperfections, comme la forme la plus aboutie de tous les régimes, comme le stade ultime, l'horizon indépassable de l'histoire politique.

Mais en réalité, rien n'est moins sûr. « La fin de l'Histoire » n'est pas celle qu'annonçait Fukuyama à la chute du mur de Berlin,

cette victoire suprême, supposément irréversible, de la démocratie libérale.

Le dernier rapport de Freedom House porte un titre qui fait froid dans le dos : « *L'ombre grandissante de l'autocratie* ». Il constate, pour la vingtième année consécutive, un recul des libertés civiles et des droits politiques dans le monde. Les chiffres du V-Dem Institute, institut de recherche indépendant qui étudie l'évolution de la démocratie à travers le monde, sont interpellants : en 2025, le monde comptait 92 autocraties pour 87 démocraties. Près de trois habitants de la planète sur quatre vivent désormais sous un régime autoritaire. Et malheureusement, la tendance est loin de s'inverser : aujourd'hui, 44 pays s'éloignent de la démocratie, contre seulement 18 qui progressent dans l'autre sens.

Certaines puissances ne s'en cachent plus. Leur autoritarisme est assumé, les voix dissidentes sont réprimées, les médias indépendants muselés et la justice soumise au pouvoir politique.

Les menaces extérieures, provenant de ces régimes autoritaires, pèsent aujourd'hui dangereusement sur nos démocraties, en mode guerrier comme en Ukraine, ou en mode hybride via des tentatives désormais avérées de désinformation, de manipulation et de cyberattaques.

Mais les menaces intérieures ne sont pas moins préoccupantes.

« Les démocraties peuvent mourir aux mains de dirigeants élus », nous avertissent les politologues américains Levitsky et Ziblatt, dans un livre au titre sans équivoque : « Comment meurent les démocraties ».

Elles ne disparaissent pas du jour au lendemain. Elles s'érodent peu à peu, dans une lente dérive illibérale. Des média que l'on écarte ou qu'on insulte. Une justice que l'on conteste. Un contre-pouvoir que l'on contourne à défaut de pouvoir l'éliminer. Un langage politique qui sème la division... Toute ressemblance avec des leaders en poste, en Argentine, en Amérique ou ailleurs ne serait pas fortuite. Leurs saillies, prises isolément, sont ridicules. Mises bout à bout, elles composent une autocratie.

Cette érosion démocratique se nourrit aussi de nous-mêmes, de notre propre défiance. Quand l'avenir n'offre aux jeunes, pour seule promesse, que l'annonce de catastrophes climatiques ou de périls géostratégiques, et que la politique paraît incapable de répondre à leurs angoisses, la confiance recule, forcément. Et une démocratie sans confiance ne tient plus que par habitude.

Vous l'aurez compris, chers amis, la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles doit être, à mon sens, un appel à la vigilance. Le Gouverneur de la Province de Namur le disait lui-même lors des fêtes de Wallonie : *« nos fêtes doivent s'ériger plus que jamais en rempart contre les extrémismes et les simplifications outrancières »*.

Comme l'Université de Liège, qui a placé sa rentrée académique sous le triple signe de la lucidité, du courage et de la créativité, je veux croire que le pire n'est pas sûr et qu'il est encore possible d'affermir les fondements de notre démocratie.

Je distingue, **Mesdames, Messieurs**, quatre champs d'action.

La presse, d'abord. Elle est la cible favorite des populistes, qui prétendent adorer le peuple, mais ne supportent pas qu'on l'informe (Cf. les déclarations intimidantes d'un Javier Milei, d'un Donald Trump ou d'un Jean-Luc Mélenchon). Les violences qu'elle subit ne sont pas seulement symboliques : il n'y a jamais eu autant de journalistes et employés de presse tués dans le monde. L'an dernier, le Comité pour la protection des journalistes a recensé pas moins de 129 morts, dont 86 journalistes tués dans la guerre à Gaza.

En Communauté française, rien de comparable, bien sûr, mais les prochains mois seront déterminants pour l'avenir de nos médias.

Fort d'un bilan auquel des parlementaires ont rendu hommage, cette semaine en séance plénière, l'actuel administrateur général de la RTBF, que je salue à mon tour, va céder le relais à son successeur, lequel a été désigné au terme d'une procédure

particulièrement rigoureuse, exempte, il faut le souligner, de toute interférence politique.

S'ouvre dès lors, pour le vaisseau amiral du service public, une nouvelle période, qui amènera sans doute à repenser les interactions au sein de notre écosystème médiatique. Fragile, il souffrirait d'une concurrence exacerbée entre les médias existants, en particulier entre presse écrite et audiovisuelle.

Un journal qui disparaît, c'est un peu de démocratie qui s'en va. J'exhorte dès lors le Gouvernement fédéral à préserver le crédit d'impôt dont la presse écrite est tributaire, pour sa diffusion et pour sa survie.

Il est entendu que nos médias doivent se réinventer pour sauvegarder leur viabilité. Mais la liberté de la presse, son indépendance, son pluralisme, sont trop précieux pour être sacrifiés sur l'autel d'intérêts financiers qui dissimulent parfois des visées purement idéologiques, comme en témoigne l'évolution du paysage médiatique chez nos voisins français, où les processus de concentration se doublent de stratégies politiques aux effets délétères.

Chez nous, dans la nécessaire réforme des médias de proximité, prenons soin de sauvegarder l'ancrage de leurs rédactions dans nos territoires, car c'est au plus près des réalités locales que s'enracine la démocratie.

Je veux aussi souligner l'importance de la presse périodique non commerciale, qui prend le temps de l'analyse et nous offre le recul nécessaire sur les soubresauts de l'actualité immédiate.

Si une presse libre constitue un pilier de la démocratie, celle-ci ne peut se concevoir et se développer qu'à travers les citoyens eux-mêmes. C'est une évidence, mais nous devons tirer toutes les conséquences de ce truisme, notamment en termes d'éveil et d'éducation à la citoyenneté.

C'est un 27 septembre déjà, mais en 1938, dans l'entre-deux-guerres, que le président Roosevelt prononça cette sentence, qui est toujours d'actualité : « *le véritable rempart de la démocratie est l'éducation* ».

La fracture qui s'est installée entre le monde de l'enseignement et le monde politique est d'autant plus regrettable que l'éducation de notre jeunesse est fondamentalement une préoccupation commune.

A vrai dire, tous les acteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles, depuis l'accueil de la petite enfance jusqu'aux universités, de la moindre association jusqu'à nos administrations, ont pour ambition et pour mission de former des Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires, des CRACS comme on dit dans le

secteur de l'éducation permanente, si essentiel à notre vitalité associative et démocratique.

Notre Communauté française n'est rien d'autre, en vérité, qu'une communauté éducative. Notre Parlement assume lui aussi ce rôle d'éducation à la citoyenneté. En accueillant de nombreuses classes, en hébergeant le Parlement Jeunesse, en organisant des conférences, en ouvrant aux enseignants un Salon de la citoyenneté, en soutenant financièrement des initiatives citoyennes centrées sur le fonctionnement des institutions ou en collaborant avec la Fondation pour les Générations futures...

La démocratie se nourrit de l'action citoyenne ; elle requiert aussi la vitalité des institutions parlementaires et c'est un troisième champ de réflexion.

Le 7 décembre prochain, notre Parlement aura 55 ans. C'est l'âge où on se demande si on est encore dans le coup et où on commence à surveiller sa tension. C'est l'âge d'un bilan de santé bien nécessaire. Faisons-le honnêtement, en ayant le courage de balayer devant notre porte.

La dernière session parlementaire fut à la fois intense et éprouvante. Il ne me déplairait pas que la suivante, qui vient de s'ouvrir, conserve cette intensité, sans pour autant virer en permanence à l'épreuve de force.

Une révision de notre règlement est en discussion. J'espère qu'elle contribuera à apaiser notre fonctionnement et à fluidifier les relations entre les groupes politiques et avec le Gouvernement.

Mais au-delà des aspects règlementaires, dont je ne sous-estime pas l'importance, croyez-le bien, nous devons nous interroger, plus largement, sur l'essence même et l'exercice de la fonction parlementaire. C'est pourquoi j'ai proposé d'organiser, au début de l'année prochaine, un colloque sur la modernisation du travail parlementaire.

A l'ère des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle générative, qui ne bouleversent pas seulement nos méthodes de travail mais jusqu'à nos schémas de pensée et nos modes d'expression, nous pourrions nous inspirer du chemin tracé par Jean Hilgers, lors de la rentrée académique de l'UCLouvain, pour éviter un double écueil, une double impasse : « *la nostalgie d'un modèle figé et dépassé* » d'une part, « *une adaptation résignée aux seules contraintes du moment* » d'autre part. Une autre voie existe : ne pas idéaliser ce que nous avons été, ne pas nous résigner à ce qui advient, mais puiser dans ce que nous sommes et dans nos ressources - notre créativité, notre goût du débat, notre appétence pour la démocratie - pour nous réinventer, pour repenser, revaloriser et, pourquoi pas, réenchanter l'activité parlementaire et par là-même l'exercice de la démocratie.

Si, dans ce travail de refondation, nous parvenons à intégrer une dimension participative, complémentaire à notre fonction représentative, si nous ouvrons davantage encore les possibilités d'un dialogue fécond avec la société civile, si nous privilégions le travail de fond pour évaluer correctement l'impact des politiques publiques et les réorienter utilement, nous serons mieux armés, collectivement, pour faire reculer la défiance qui envahit notre espace démocratique.

Enfin, **chers amis**, il est à mes yeux un dernier impératif, le plus important peut-être.

Dans nos échanges interpersonnels, dans nos discussions parlementaires, dans nos joutes politiques, dans nos débats de société, nous devons apprendre ou réapprendre à gérer nos conflictualités.

L'agressivité, la violence, la polarisation atteignent des niveaux alarmants, cette brutalisation du débat public fracture notre société, favorise la montée des extrêmes et menace notre cohésion.

Cette évolution est inquiétante. C'est pourquoi le Bureau du Parlement, avec le soutien du Greffe, a souhaité organiser, en collaboration avec le Centre d'étude de la vie politique de l'ULB, une matinée de conférences sur l'agressivité et la violence dans les échanges au sein du monde politique et dans les

interpellations à l'égard des femmes et des hommes politiques. Nourrie de recherches scientifiques, d'enquêtes de terrain et d'expériences vécues, elle se tiendra au Parlement le 21 octobre prochain. Je vous y invite cordialement.

Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas d'en finir avec les désaccords, ils sont consubstantiels à la vie démocratique, mais, expérience faite, la résolution des conflits ne passe-t-elle pas davantage par le dialogue que par l'affrontement ?

Dans son ouvrage « *Pensées distinguées* », la philosophe Julia de Funès nous invite à retrouver le sens de la nuance, qui permet de comprendre les tensions et de rechercher des solutions équilibrées. La nuance n'est pas une faiblesse, ni un renoncement. Dans une société qui se fracture, elle est une vertu démocratique, au même titre que la concertation, cette concertation qui parfois fait défaut, qui parfois s'enlise, qui parfois s'épuise, mais qui est plus indispensable que jamais.

Les gouvernements et les corps intermédiaires ont, à cet égard, une responsabilité conjointe. La méthode n'est pas si compliquée : un agenda, un ordre du jour, une volonté de dialogue et, par-dessus tout, un état d'esprit collaboratif, que j'appelle de mes vœux.

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Par un curieux concours de circonstance, c'est dans le cadre des grandes conférences de l'Hôtel de Ville de Bruxelles que la politologue et essayiste Asma Mhalla prenait la parole, la semaine dernière, et s'inquiétait, elle aussi, de l'état de nos institutions démocratiques, jugées trop lentes, trop bureaucratiques, inadaptées et minées par la défiance. « *Si notre modèle reste la démocratie, nous dit-elle, avec la promesse des libertés fondamentales, alors il faut qu'on se mette au boulot.* »

Je vous ai proposé quelques pistes de travail : préserver la liberté de la presse, éveiller à la citoyenneté, repenser la fonction parlementaire, dépasser nos conflictualités.

John Lewis avait vingt-cinq ans quand la police l'a laissé pour mort sur un pont de Selma, en 1965. Il a siégé ensuite plus de trente ans au Congrès des États-Unis. Deux jours avant de mourir, il écrivait ceci, comme on transmet un testament : « *La démocratie n'est pas un état. Elle est un acte.* »

Il nous revient, dans chacun de nos actes, de faire vivre cette démocratie. Je vous y invite et je vous en remercie.

Benoît Dispa

Président du Parlement
de la Fédération Wallonie-Bruxelles